

LES "REMEDES" A LA CRISE

Dans le cadre du régime capitaliste qui produit des marchandises, c'est-à-dire qui ne produit des objets que lorsqu'il peut les vendre, le seul remède pour que l'activité économique reprenne, c'est de s'ouvrir de nouveaux marchés, d'avoir des acheteurs.

L'un est l'Etat qui, par les impôts, retire du pouvoir d'achat aux masses et passe directement des commandes à la grosse industrie ou "créé" des clients en donnant ou en prêtant de l'argent aux importateurs étrangers.

L'autre serait constitué par des marchés païs aux impérialistes européens en Europe mais surtout dans leurs "chasses gardées" coloniales.

I.- l'ETAT CLIENT.

Jusqu'à maintenant, c'est en fait la première solution qui a été appliquée, pour prolonger l'activité économique plus longtemps que la seule consommation des masses n'aurait pu le faire. Il est caractéristique que l'activité économique qui vient de s'écouler était en partie elle-même artificielle. Par exemple, sur les 6,5 milliards d'excédent d'exportations, en fait 4,9 milliards avaient été payés par les budgets de l'Etat Américain par l'intermédiaire des prêts ou dons aux importateurs (plan Marshall etc.). On peut dire que si l'Etat américain a réussi à maintenir l'Europe, il a en même temps maintenu aussi l'activité économique aux Etats Unis. Mais les exportations diminuant et le marché intérieur s'épuisant, il a fallu que l'Etat devienne un plus gros client. Jusqu'à maintenant, il l'a fait surtout par les crédits de guerre dont l'industrie et l'aviation sont les principales bénéficiaires: 16 milliards de dollars pour l'année budgétaire en cours. Les capitalistes en sont d'ailleurs très conscients, à tel point que l'"U.S. NEWS" du 30 novembre 1948 écrivait: "Si vraiment la paix était assurée, tout serait détraqué, à l'heure actuelle les dépenses d'armements et l'aide à l'étranger soutiennent les affaires". On calcule que de Juin 1949 à Juin 1950, 2 milliards pour la guerre froide seront dépensés par l'Etat.

En même temps, TRUMAN a promis l'application du "Fair Deal": construction d'écoles, d'habitations, de travaux publics, etc... aux frais de l'Etat. Mais les frais d'armements en ont réduit la réalisation à moins d'un quart. Car, en fin de compte, malgré la grande quantité de richesses de l'Etat américain, celles-ci ont tout de même des limites qui ne peuvent être dépassées. Surtout que la crise réduit encore les recettes budgétaires. C'est en partant de cette considération que les U.S.A. doivent maintenant ou bien s'orienter entièrement vers l'économie de guerre et la guerre, ce qui ne semble pas leur orientation pour l'immédiat, ou bien s'ouvrir des marchés dans le monde. HOOVER et NOURSE (chef des conseillers économiques de TRUMAN) mettent déjà en garde contre cette orientation de crédits de guerre pour une longue durée, et le "WALL STREET JOURNAL" écrit dans le même sens: "Créer et maintenir indéfiniment une économie de guerre, c'est détruire l'économie elle-même, et inévitablement les libertés que les démocraties occidentales tiennent à défendre."

Il faut donc d'autres mesures pour empêcher la crise de se développer, ou tout au moins pour maintenir l'économie à un certain niveau.